

Au Québec, avec des Canadiens heureux, le canevas de l'avenir que nous pourrions décrire devra être vécu par tous les Canadiens, fussent-ils fédéralistes, nationalistes ou autres. Il est à espérer que les uns et les autres veulent tous concourir à la prospérité des Canadiens, à la grandeur du Canada.

Je pense qu'à l'avenir, l'éducation ne servira pas seulement à préparer des jeunes pour le marché du travail. L'éducation, à mon sens, consiste à donner à nos jeunes les outils nécessaires de la pensée pour leur permettre de comprendre le monde très complexe dans lequel nous vivons.

C'est un des buts que le gouvernement devrait envisager au lieu de former des compagnies inutiles comme celle qu'il veut former présentement, car ce n'est pas à un problème de production que nous nous heurtons, mais bien à un problème d'équilibre économique. Il faut que la production corresponde à la consommation. Plus nous allons bâtir et nous orienter vers la production, plus nous allons empirer le grand déséquilibre actuel. Au fait, c'est un déséquilibre que nous connaissons dans notre système économique, et nous pouvons citer des chiffres. J'en ai cité tout à l'heure. L'excédent de surproduction de cette année s'élèvera à 34 millions et si nous faisons en sorte de produire davantage, qui achètera cette production? Où pourrions-nous la vendre et quelle sorte d'équilibre assurerons-nous au peuple canadien?

Le gouvernement doit s'attaquer à toutes sortes de problèmes. Il est bien beau de dire: On va produire, puis on va exporter. Mais quand on exporte, il faut importer dans la même mesure; alors, cela ne change rien à la situation, car ce n'est pas là que réside le problème. Si nous pouvions produire pour aider logiquement les pays qui sont dans le besoin, et si nous disposions des marchés voulus avant d'entreprendre ces grandes organisations ou d'investir des capitaux épouvantables, en les enlevant des uns pour les mettre dans les mains d'un organisme d'État, s'il nous était possible d'exporter sans importer, ce serait peut-être là la solution.

Mais nous n'avons pas d'ententes qui nous permettent d'exporter sans importer. En fin de compte, il faut finir par équilibrer le commerce. Et quand notre balance commerciale est défavorable avec les autres pays, on connaît les conséquences graves qui s'ensuivent. Si nous nous étions bornés simplement à exporter des surplus en échange de marchandises que nous ne fabriquons pas au pays et dont les Canadiens ont besoin, alors nous serions logiques. Mais exporter plus que l'on n'importe, c'est illogique et à peine concevable.

Il faut donc, grâce à l'éducation, préparer les jeunes pour le monde de demain. Il est nécessaire que chacun ait son rôle à jouer dans la société pour que celle-ci garantisse à tous le droit de vivre logiquement et de bénéficier de sa quote-part de l'immense progrès, rendu possible grâce à la science et à la technique. C'est là que le gouvernement doit intervenir. On doit travailler, on doit mettre des experts à la tâche pour trouver le moyen d'équilibrer l'économie, qui ne l'est pas présentement.

Tout en visant bien le présent, il faut préparer l'avenir, l'inventer, l'élaborer. Lorsque les Canadiens sauront collectivement ce qu'ils veulent, ils travailleront alors à réaliser ce qu'ils auront projeté.

[M. Latulippe.]

Présentement, nous ne savons pas ce que nous voulons, ni où nous allons, en créant de pareils organismes qui ne rendront certainement pas les services que nous en attendons.

Nous assistons présentement au phénomène où une industrie prend naissance en causant la disparition de dix autres semblables dans le voisinage. Y a-t-il intérêt véritable à favoriser un tel état de choses? Nous ne réussissons ainsi qu'à plonger dans le chômage des centaines d'employés déjà formés. Il nous faut éviter de tels inconvénients, tout en cherchant les moyens de favoriser la production et le progrès scientifique dans le domaine de la finance, et ce à l'avantage tant des citoyens actuels que des générations futures.

Le gouvernement se met le nez dans des organismes où il n'a rien à voir. Mais il néglige d'intervenir là où il le faudrait, soit dans les institutions financières, en finançant, par exemple, les industries actuelles. Le gouvernement devrait plutôt construire les routes, afin de permettre aux industries de transporter leurs produits.

Je demeure dans une région où il existe une autoroute où il y a six postes de péage, alors que les gens voyageant entre Montréal et Ottawa ne paient pas pour emprunter les autoroutes. Quant à nous, que nous sommes loin des grands centres, nous sommes astreints au droit de péage sur les autoroutes.

Nous n'avons pas de route conduisant au Nouveau-Brunswick, alors que le gouvernement pourrait en construire une et favoriser ainsi les contacts avec les provinces de l'Atlantique. Au lieu de cela, on va établir des industries géantes et remplir les entrepôts de produits. Ensuite, on ne trouvera pas à les vendre; on sera obligé de congédier le personnel, de demander des crédits à l'État pour financer les déficits que ces sociétés accumuleront.

Par exemple, le CN et plusieurs autres sociétés de la Couronne ne se financent pas elles-mêmes et, à tout instant, elles demandent des subventions pour équilibrer leur budget.

Alors que l'industrie privée peut équilibrer son budget, permettons-lui de vendre sa production et de réaliser un petit profit raisonnable. Elle fonctionnera. Le gouvernement n'a pas raison de se mettre le nez là-dedans.

L'avenir de la collectivité ne doit pas être conditionné par les difficultés ou les échecs du présent. Il nous faut concevoir la société de demain selon les possibilités réelles et concrètes d'une population pleine de talents, de ressources et de désirs qu'il faut satisfaire. Le gouvernement doit travailler à la satisfaction des désirs de la population qui veut vivre et de la population qui connaît son affaire.

J'invite le gouvernement à continuer à agir comme il l'a fait jusqu'à présent. Je désire lui suggérer d'aller un peu plus loin en s'occupant un peu plus de la politique, mais d'une politique non-partisane. Quand nous atteindrons cet objectif, nous aurons fait quelque chose pour la nation. Nous reconnaissons l'importance de chaque individu, au lieu de reconnaître les grandes organisations qui n'ont pas de cœur ni d'âme et dont les dirigeants ne sont pas responsables.

• (8.40 p.m.)

Les responsables, ce sont les êtres humains qui ont le droit de vivre. Si une formule économique est bonne pour les grandes sociétés, elle pourrait s'appliquer à